Notos

N° 4 | 2017
Letteratura e lavoro in Italia. Analisi e prospettive

La littérature italienne du travail au tournant de la « flexibilisation » des contrats

Carolina SIMONCINI

Édition électronique :
URL :
https://notos.numerev.com/articles/revue-4/703-la-litterature-italienne-du-travail-au-tournant-de-la-flexibilisation-des-contrats
DOI : numerev_086
Date de publication : 01/09/2017

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : SIMONCINI, C. (2017) La littérature italienne du travail au tournant de la « flexibilisation » des contrats. *Notos*, (4). https://doi.org/10.34745/numerev_086

Mots-clés :

Carolina Simoncini
(Université Jean Monnet - Lyon 3)

La littérature italienne du travail au tournant de la « flexibilisation » des contrats

D'un point de vue législatif, le monde du travail de l'Italie républicaine est marqué par une césure qui coïncide avec l'entrée en vigueur de la loi dite Biagi (la loi numéro 30 de 2003). Cette loi a réformé radicalement les contrats de travail dans la direction d'une forte « flexibilisation ».
Avant l'entrée en vigueur de cette loi, le monde des contrats de travail se fondait sur le Statut des travailleurs[1] (la loi numéro 300 de 1970), qui représentait le point d'arrivée d'une période de luttes importantes où les travailleurs s'étaient battus pour la protection des leurs droits.

Dans la présente contribution nous analyserons, dans un premier temps, le monde du travail avant et après l'entrée en vigueur de la loi Biagi, pour comprendre la façon dont les conditions de travail ont changé au cours de cette période. Dans un deuxième temps, nous confronterons deux romans italiens qui décrivent les conditions des travailleurs italiens dans les deux phases évoquées (*La fabbrica del panico* de Stefano Valenti de 2013[2] pour celle qui précède l'entrée en vigueur de la loi Biagi et *Il mondo deve sapere. Romanzo tragicomico di una telefonista precaria* de Michela Murgia de 2006[3] pour la suivante) afin de nous interroger sur la façon dont la littérature italienne du travail a, elle aussi, changé en fonction de ces modifications juridiques.[4] En effet, comme il a été observé par Bruno Veneziani, le travailleur est « l'espressione di norme giuridiche e al contempo protagonista della vita e della letteratura che la interpreta»[5] si bien que

nous pouvons «rintracciare il punto di tangenza tra letteratura e diritto nel loro reciproco essere specchio della realtà sociale e dei suoi mutamenti».[6]

Pour comprendre le monde du travail italien d'aujourd'hui, il faut alors se pencher sur « ce qu'il y avait avant », c'est-à-dire sur le cadre juridique qui réglait les conditions des travailleurs italiens entre l'après-guerre et l'entrée en vigueur de la loi Biagi. Au cours de cette phase,[7] on a assisté à des améliorations de plus en plus importantes des conditions de travail. Il s'agit d'une période qui pourrait même être définie comme la « pars construens » des garanties et des droits des travailleurs parce que « [è] eretto un importante apparato normativo a tutela della posizione dei lavoratori subordinati».[8]

Le débat sur l'urgence d'améliorer les conditions de vie des travailleurs s'ouvre en 1952, à l'occasion du Congrès du syndicat CGIL à Naples. Le secrétaire général Giuseppe Di Vittorio, avait en effet exhorté la politique à intervenir afin que « la Costituzione varcasse i cancelli delle fabbriche ».[9] Il fallait donc qu'elle s'occupe d'introduire, enfin, les normes fondamentales pour protéger les travailleurs des abus qu'ils avaient subis pendant l'époque libérale et fasciste. Et c'est justement l'article 1 de la Constitution républicaine, entrée en vigueur le premier janvier 1948, qui place le travail au centre de la nouvelle vie sociale et démocratique italienne parce qu'il prévoit que « L'Italia è una Repubblica democratica fondata sul lavoro ». Di Vittorio affirmait alors qu'il existe « la Costituzione della Repubblica, la quale garantisce a tutti i cittadini, lavoratori compresi, una serie di diritti che nessun padrone ha il potere di sopprimere o di sospendere. Non c'è e non ci può essere nessuna legge la quale stabilisca che i diritti democratici garantiti dalla Costituzione siano validi per i lavoratori soltanto fuori dall'azienda ».[10]

La réglementation des congés, des horaires de travail, l'interdiction du licenciement abusif, la reconnaissance du droit de grève, du droit de se réunir pendant les heures de travail, l'organisation d'un syndicat qui puisse soutenir les travailleurs dans leur quotidien, étaient toutes des questions qui devaient être discutées et légiférées rapidement. Di Vittorio avait alors proposé de formuler « un progetto di statuto da sottoporre anche alle altre organizzazioni sindacali per elaborare con esse un testo definitivo da presentare ai padroni e lottare per ottenerne l'accoglimento e il riconoscimento solenne ».[11]

Pour atteindre cet objectif il fallut encore vingt ans de luttes ouvrières, souvent appuyées par les mouvements de contestation estudiantine nés en 1968 dans la foulée du « mai français » et de plus en plus soudés au mouvement ouvrier.

Un premier pas dans cette direction était représenté par la loi numéro 230 du 18 avril 1962. Elle limitait, de manière considérable, les possibilités de conclure un contrat de travail à durée déterminée, si bien que le contrat à durée indéterminée devenait la règle générale et les autres formes contractuelles représentaient une

exception par rapport à ce dernier.[12]

La loi numéro 604 du 15 juillet 1996 prévoyait que l'employeur ne pouvait licencier le travailleur qu'en présence d'une cause réelle et sérieuse ou d'un motif personnel. Ce principe sera ensuite mieux précisé par l'article 18 du Statut des travailleurs.

Ce dernier entrait en vigueur en 1970[13] et il s'articule autour de six titres qui règlent la liberté et la dignité des travailleurs (art. 1-13) ; la liberté syndicale (art. 14-18) ; l'activité syndicale (art. 19-27) ; d'autres dispositions générales (art. 28-32) ; les dispositions finales et pénales (art. 35-41). Il s'agit donc de normes qui, d'un côté, visent à protéger le travailleur dans le cadre de son rapport avec l'employeur et, de l'autre côté, organisent l'activité du syndicat au sein de l'entreprise. De plus, grâce à l'article 18, le système de protection des travailleurs par rapport au licenciement est renforcé. Le mécanisme de « tutela reale » prévoit que, si le juge vérifie que le licenciement n'est pas fondé sur une cause réelle et sérieuse, le travailleur a droit non seulement au dédommagement mais aussi à réintégrer son travail.[14] Avec le Statut des travailleurs, donc, «la stabilità del posto di lavoro raggiunge il livello più elevato»[15].

Selon Bruno Trentin, syndicaliste CGIL et politicien italien, grâce au Statut des travailleurs «la democrazia politica entra nella fabbrica e il lavoratore recupera pienamente la sua dignità di cittadino »[16]

Avec la fin des années '70, cette phase de protection des conditions des travailleurs commence à s'affaiblir : à cause de la crise du pétrole, qui impose une contraction économique, la loi numéro 56 de 1987 ouvre la possibilité de conclure des contrats à durée déterminée au-delà des rares cas prévus jusqu'à ce moment.

Le 23 juillet 1993, le Gouvernement présidé par Carlo Azeglio Ciampi signe un protocole[17] avec les syndicats et Confindustria[18] visant à introduire de nouvelles « forme particolari di contratto a tempo indeterminato [...] in funzione della promozione della ricollocazione e riqualificazione dei lavoratori in mobilità ».[19] De cette manière, on pose les bases pour une première vague de précarisation des contrats de travail. Cette tendance est renforcée par la loi numéro 196 de 1997 (connue aussi sous le nom de « Pacchetto Treu ») qui introduit d'autres contrats de travail à durée déterminée comme la fourniture de prestations de travail temporaire et « la possibilità di una modulazione flessibile degli orari di lavoro; il rilancio dell'apprendistato, attraverso la figura degli stage ».[20]

Enfin, le 14 février 2003 entre en vigueur la loi numéro 30 qui représente la réforme du travail dans le sens d'une flexibilisation définitive des contrats de travail. La réforme s'inspire du soi-disant « Libro Bianco » de 2001 et des idées de Marco Biagi, Professeur de droit du travail à l'Université de Modène. Pourtant, la dénomination de « Legge Biagi » n'est pas tout à fait correcte car, au moment de l'entrée en vigueur de la loi, Marco Biagi avait déjà été tué par les nouvelles

Brigades Rouges, en 2002. La loi a été rédigée par un collaborateur de Marco Biagi, le Professeur Michele Tiraboschi et par Maurizio Sacconi, devenu ensuite Ministre du travail dans le Gouvernement de Silvio Berlusconi.

La loi Biagi marque le début de la « pars destruens » des garanties des travailleurs. Elle propose une multiplicité de contrats à durée déterminée qui s'ajoutent aux contrats déjà existants, de manière que l'employeur soit encouragé à faire recours aux contrats précaires qui sont pour lui économiquement plus rentables.

La fragmentation des rapports de travail qui découle de ces nouveaux contrats fait en sorte que la flexibilisation, présentée comme un symbole de nouveauté et de modernité par les auteurs de la loi, devienne bientôt synonyme de « précarité ».

Parmi ces contrats, il faut mentionner le « job sharing » dans lequel deux travailleurs « assumono in solido l'adempimento di una unica e identica obbligazione lavorativa ».[21] De cette manière ce qui était considéré auparavant comme un seul contrat et un seul poste de travail est partagé entre deux personnes.

Il y a aussi le « job on call » qui représente une forme de contrat extrêmement défavorable pour le travailleur lequel «si pone a disposizione di una datore di lavoro che ne può utilizzare la prestazione lavorativa ».[22] De cette manière le travailleur donne sa disponibilité à l'employer sans savoir si et quand il sera appelé pour travailler.

Un autre contrat dont les employeurs ont abusé est le contrat de « collaborazione coordinata e continuativa » (co. co. co) et le contrat « a progetto » (co.co.pro). Il s'agit de contrats extrêmement avantageux pour les employeurs qui doivent proposer aux travailleurs la réalisation de «progetti specifici o programmi di lavoro o fasi di esso determinati dal committente e gestiti autonomamente dal collaboratore in funzione del risultato».[23] La protagoniste du roman *Il mondo deve sapere* est justement embauchée par le biais de ce contrat.

Cet excursus historico-juridique nous montre que le monde du travail italien a profondément changé au cours de l'histoire de l'Italie républicaine ; par conséquent les problématiques que les travailleurs ont dû affronter et doivent affronter aujourd'hui ont, elles aussi, changé. A travers l'analyse des deux romans que nous avons mentionnés, nous essaierons alors de mettre en lumière la façon dont la littérature du travail a raconté ces contextes différents et a pris en compte ces changements juridiques.

Le roman *La fabbrica del panico* se situe à l'époque des années '70 dans une forge de Sesto San Giovanni, la Breda Fucine alors que *Il mondo deve sapere* se déroule dans un centre d'appel de notre époque. Les deux romans racontent des histoires autobiographiques : dans *La fabbrica del panico* l'auteur transfigure, dans sa narration, des personnages côtoyés et des faits vécus par lui-même et par son

père. Pour une reconstruction authentique des faits, il s'appuie également sur des dossiers élaborés par un groupe d'ouvriers de l'usine Breda Fucine de Sesto San Giovanni. Dans le cas de *Il mondo deve sapere*, l'auteure raconte l'expérience qu'elle a réellement vécue dans un centre d'appel où l'on vend des aspirateurs. Dans le roman, c'est Camilla, la protagoniste qui, jour par jour, décrit ses journées au travail sur un blog.

La narration des vicissitudes autobiographiques sur le lieu de travail rapproche les deux romans parce que, comme Contarini l'a observé, la littérature du travail est souvent caractérisée par la « predominanza di forme inclini al recupero della testimonianza, del documento, dell'intervista. [...] Esperienziale, autobiografica, giornalistica, fattuale più che funzionale, questa produzione letteraria [...] sembra rivendicare un rapporto diretto con la realtà, sembra volersi risaldare all'attualità, privilegiando indubbiamente i modi del realismo».[24] Le choix de la narration autobiographique représente donc le moyen le plus direct pour dénoncer une situation perçue comme injuste. Les deux romans se proposent comme un acte d'accusation envers le monde du travail mais celle-ci est adressée à des destinataires et à des situations différentes. Cette diversité est justement déterminée par les deux contextes juridiques (avant et après l'entrée en vigueur de la loi Biagi) qui donnent lieu à des formes de malaise différents.

Dans le cas du roman *La fabbrica del panico*, l'usine représente une organisation hiérarchique et sociale claire : les cadres d'un côté, les ouvriers de l'autre. Les ouvriers sont embauchés via des contrats à durée indéterminée. Dans ce cas, donc, l'acte d'accusation n'est pas adressé à la précarité du travail mais aux dirigeants de l'usine qui négligent de manière très grave les questions liées à la sécurité et à la qualité de vie des ouvriers, tant sur le plan physique que psychologique. Le roman dénonce l'aliénation psychologique des ouvriers face à la chaîne de montage et raconte leurs luttes pour obtenir la protection de la santé, menacée par l'exposition aux particules d'amiante.

Dans le roman de Murgia, l'acte d'accusation est adressé de façon explicite à la loi Biagi qui produit des générations de précaires embauchés par le biais du

> micidiale Co.co.pro, il contratto a progetto varato dalla nuova riforma del governo Berlusca che ha fatto passare come giuste e legali tutte le violazioni dei diritti minimi del lavoratore ottenuti in anni di lotta sindacale quando i sindacati erano ancora una cosa seria: non ci sono ferie, non ci sono malattie retribuite, non ci sono tredicesime, i contributi te li devi pagare tu per un terzo...a conti fatti se ti ammali sono cazzi tuoi, se devi assentarti anche, se rimani incinta cerca di fartela durare al massimo due mesi, altrimenti il tuo posto decade con un preavviso di sette giorni senza condizionale.[25]

Le fait d'être embauché par le biais d'un co.co.pro. signifie aujourd'hui

« collaboro consapevolmente prono e la flessibilità indica solo la diversa inclinazione del pronarsi ».[26]

Ces problématiques liées au monde du travail, typiques de deux époques différentes (d'un côté les conditions difficiles et dangereuses de la vie à l'usine et de l'autre la précarité contemporaine) ont des répercussions sur les travailleurs qui souffrent des malaises différentes.

Le roman de Valenti décrit la douleur tout d'abord physique du père du protagoniste, ouvrier à la Breda Fucine et victime d'un cancer à cause de l'exposition aux particules d'amiante. Dans ce sens, il est emblématique que le roman commence par la fin, par le diagnostic de la maladie et des derniers mois de vie du père du protagoniste. La vie à la Breda Fucine, sans les protections nécessaires pour éviter le contact avec l'amiante et sans l'effort, de la part des cadres de l'usine, de mettre en place les mesures de sécurité nécessaires, condamne les ouvriers à une mort lente. Leurs vies sont donc scandées par la présence de la maladie, qui impose des examens médicaux fréquents, qui accentue de manière insupportable la perception de la douleur qui empêche d'oublier l'usine même pendant les années de la retraite, où la mort s'approche. Le père du protagoniste vit perpetuellement dans la peur de mourir,[27] « paura di timbrare in ritardo e di dover prolungare oltre misura la permanenza in fabbrica [...], di cedere all'usura, alla stanchezza, alle pressioni del caporeparto, di non guadagnare il necessario, di ammalarsi, di non essere autosufficiente ».[28] Le malaise est donc tout d'abord du corps, qui est soumis à des épreuves inhumaines mais, dans un deuxième temps, il est aussi psychologique. La dépression est causée par l'aliénation à l'usine, par la solitude de l'ouvrier face à sa machine et elle envahit chaque moment de la vie à la Breda Fucine.

Le malaise de celle que l'on pourrait définir la « génération Biagi » est, par contre, tout d'abord psychologique mais aussi physique. Le narrateur du roman *La fabbrica del panico,* fils de l'ouvrier à la Breda Fucine, vit à l'époque contemporaine et passe d'un emploi précaire à l'autre. Cette situation d'incertitude existentielle, l'absence de toute identification au niveau professionnel lui cause des attaques de panique et une dépendance aux antidépresseurs. Le fait de ne pas savoir quel travail lui permettra de survivre le mois suivant, de ne pas avoir un rôle social défini, lui donne l'impression de ne pas exister, d'être privé de toute identité. En effet, il affirme que « nel vuoto, in assenza di un impiego, a margine di una condizione di costante mancanza di lavoro, costretto un giorno come telefonista e il giorno successivo come operaio, è la mia occupazione a garantirmi un'esistenza nel mondo ».[29] Son corps ressent les effets de cette dépression dans la mesure où il souffre de maux de tête très aigus, et il vit dans une sensation constante de « baratro e di vertigini »[30].

Dans le roman *Il mondo deve sapere* également,

> il senso di assoluta precarietà del tuo stato pseudoprofessionale ti sega ogni anelito di responsabilità per il domani. Potenzialmente infatti domani potresti non essere più lì. Il continuo controllo del risultato con l'imposizione degli obiettivi dall'alto, deresponsabilizza la singola persona e la spinge ad atteggiamenti di tipo difensivo e all'insicurezza personale. Se l'obiettivo che perseguo non è il mio, hai voglia tu ad incazzarti se non lo raggiungo. Ottieni solo di farmi sentire una merda.[31]

Dans ce contexte, d'ailleurs, le malaise psychologique est déterminé aussi par le fait que l'entreprise embauche et forme les opératrices du centre d'appel à l'art de la compétition,[32] de piétiner pour se montrer aux yeux des cadres de l'entreprise, de vivre le travail comme s'il était un champ de bataille organisé avec ses « postazioni di combattimento »[33]. Dans certains cas, l'entreprise fait même recours à l'humiliation des travailleurs moins performants pour stimuler les autres à travailler davantage.[34] Ils sont obligés de « andare in giro vestit[i] da donna al centro commerciale. Offrire la pizza a tutti e cinquantadue i collusi colleghi. Tingersi di biondo come Vialli ai bei tempi sampdoriani. […] Curioso che non abbiano ancora pensato ad un bel cartello al collo con su scritto "Sono una merda di perdente, sappiatelo tutti" ».[35]

Les opératrices sont formées pour « fregare il cliente »[36] et cela les place dans une condition d'altération du réel. L'isolement individuel est fortement voulu par l'entreprise parce que « le relazioni sane che sorgono naturalmente vengono usate contro di te, la solidarietà è penalizzata in favore della competizione».[37]

La solitude de ces femmes, privées de tout « supporto di tipo relazionale »[38] est accentuée par l'absence d'un syndicat auquel elles peuvent s'adresser pour obtenir une protection de leurs droits. Comme Murgia a observé, dans la postface de son roman, les syndicats sont aujourd'hui incapables de s'adapter au nouveau monde du travail et ils ne s'occupent pas de protéger les jeunes précaires qui passent d'une situation de chômage à l'autre :

> Nei due anni successivi alla pubblicazione del libro girai l'Italia incontrando chiunque volesse parlare di lavoro. Cercai soprattutto di capire perché le persone che continuavano a scrivermi si rivolgessero a me piuttosto che al sindacato; la risposta era sconfortante: davanti ai nuovi problemi del mondo del lavoro, la crisi di rappresentatività delle vecchie istituzioni sembrava totale e non reversibile.[39]

Du reste, le film de Paolo Virzì *Tutta la vita davanti* sorti en 2008 et inspiré du

roman de Michela Murgia, introduit le personnage d'un syndicaliste incompétent qui est seulement capable d'organiser un petit spectacle où l'on met en scène les vexations subies par les opératrices en provocant l'hilarité du public.

De ce point de vue, la différence avec le monde du travail de *La fabbrica del panico* est considérable. Même dans le contexte de l'usine, l'ouvrier souffre tellement la solitude du travail à la chaine de montage qu'il a peur « [del] disinteresse, l'indifferenza dimostrati dal mondo nei suoi confronti. Doveva accontentarsi di un rimprovero. Un rimprovero era meglio di niente, e attestava la sua esistenza, documentava la sua presenza ».[40] Cependant le syndicat était, à l'époque, une présence forte, qui favorisait la création de liens de solidarité entre les ouvriers. Le langage adopté par ces derniers est très emblématique de ces rapports humains solidaires. Alors que les dirigeants étaient appelés « padroni », les ouvriers s'appellent entre eux « compagni »,[41] ils se retrouvent le dimanche pour déjeuner ensemble[42] et ils créent, de façon spontanée, un comité pour la protection de la santé sur les lieux de travail. A côté de l'entrée de l'usine, ils ont mis une plaque sur laquelle on peut lire: « a perenne ricordo di tutti i lavoratori morti a causa dello sfruttamento capitalista, ora e sempre resistenza. I compagni di lavoro di Sesto San Giovanni ».[43]

Cette condition de solidarité et d'unité dans le monde ouvrier est d'ailleurs tellement enracinée dans la culture du XIXème siècle, qu'elle a été l'objet de représentations non seulement littéraires mais aussi artistiques. Bien que les tableaux « Il quarto Stato », peint en 1901 par Pellizza da Volpedo, et « Les travailleurs rentrant chez eux », peint par Eduard Munch en 1913, racontent la condition des ouvriers dans une époque précédente à celle dont on parle ici, ils représentent, tout de même, le prolétariat comme une catégorie unie face à un système qui veut son isolement.[44] Les deux peintres attirent en effet l'attention du spectateur sur les ouvriers comme classe sociale abandonnée par la politique mais solidaire à son intérieur Et cette duplicité de la condition ouvrière, isolée mais soudée, est raconté par Valenti par le biais d'une narration fortement réaliste. Le lecteur de la *Fabbrica del panico* a en effet l'impression d'accompagner les ouvriers de la Breda Fucine, jour par jour, dans leur lutte quotidienne pour la survie, dans leur souffrance permanente dans l'atelier de soudure, où l'on voit les fibres d'amiante voler dans les airs et se déposer dans le corps et l'esprit ; où les lourdes protections pour se défendre de l'amiante, les chaussures renforcées, les lunettes, les gants rembourrés rendent la tâche encore plus pénible ; où l'air chaud, dense, poisseux pénètre dans le corps ; où l'attente de la relève représente une forme de salut temporaire.

Le nouveau monde précaire, par contre, n'a pas encore été pris en considération par la société et la culture contemporaine ; il n'a pas été peint et il est encore assez peu raconté parce qu'il est difficile à définir et donc à décrire d'une manière homogène. En effet, c'est justement l'image de la désagrégation qui le représente le mieux : le passage d'un emploi précaire à l'autre, espacé par

des longues périodes de chômage, empêche de parler de « travailleur » en tant que tel. Il est un précaire, un statut en soi, fragmenté par définition car il représente celui qui « nell'ultimo decennio si [è] abituato a considerare normale il perdere il lavoro una volta ogni tre mesi ».[45]

Et le style de Murgia reflète cette précarité : le blog, avec ses récits fragmentés, jour par jour, se prête bien à décrire la situation du centre d'appel qui est la juxtaposition de plusieurs petits morceaux de vie, comme des flashs, sans un avant et un après cohérent. La protagoniste du roman, Camilla, écrit tous les jours un petit post qui fige une sensation, un petit événement, pour essayer d'évader d'une situation où les travailleurs sont formés à la compétition,[46] où le fait d'avoir un diplôme est considéré honteux, où l'on peut être licencié d'un jour à l'autre. Le choix du blog semble alors rentrer dans le besoin, décrit par Lettieri, « se non di un vero e proprio ritorno alla realtà, almeno di una tensione verso il reale »[47] de la part de la littérature du travail contemporaine. Comme Luperini l'a souligné, « ogni generazione deve trovare le forme in cui dire la propria realtà: non quella di sessant'anni fa! [...] un semplice restauro di forme desuete sarebbe solo un artificio rassicurante : di quelli che da sempre richiede l'industria culturale. Se parliamo di "ritorno alla realtà" è perché si affacciano nuove realtà che possono essere rappresentate come strumenti legati a momenti storici così diversi dal nostro ».[48]

L'écriture devient alors une forme de salut, un moment intime pour garder la lucidité dans un contexte où l'altération des valeurs communes prévaut. Nous assistons à une sorte de dédoublement de la personnalité : une Camilla qui vit et une Camilla qui commente ce qui lui arrive, comme une voix off. Et l'ironie est l'arme choisie pour se défendre dans cette guerre même si Murgia précise qu'il s'agit d'une arme ayant un gout un peu amère : « La scelta di quel registro era e rimane un atto di impotenza molto più vicino alla rabbia che allo spasso »[49].

A la lumière de ces considérations, il semble donc que le changement du monde du travail avant et après l'entrée en vigueur de la loi Biagi a été intégré aussi dans le deux romans considérés. La littérature a décrit, avec une attention particulière, le fait que dans la phase « pré-Biagi » le travail était une condition très dure mais certaine. Le fait de pouvoir travailler n'était pas mis en discussion et le débat se transposait donc sur les modalités de ce dernier. Donc, malgré les conditions certainement très difficiles, les travailleurs ne perdaient pas ni leur identification sociale, ni leur dignité et solidarité. Dans la « génération Biagi », par contre, ce qui manque est justement le respect de l'article 1 de la Constitution qui considère le travail comme le fondement de la dignité humaine.[50]

En d'autres termes, ce que les deux romans mettent en lumière est le changement de *forme* des deux mondes du travail. Le contexte de *La fabbrica del panico* pourrait être décrit comme une sorte de ligne continue qui représente la vie

des ouvriers dans le monde de l'usine. Cette ligne bouge, change de forme et de direction en fonction des formes des difficultés et des expériences vécues par les ouvriers. Mais elle ne s'arrête pas tant que les ouvriers restent la sève qui fait vivre l'usine. Par contre, sans cette ligne on ne peut même pas parler de travailleurs et de leurs problématiques. C'est pour cela que, dans le cas de *Il mondo deve sapere*, le monde du travail ressemble plutôt à une ligne en pointillé, perpétuellement interrompue, où le travailleur n'est tel que par intermittence. Dans les moments de vide, où il n'y a pas de ligne et donc il n'y a pas le contexte du travail, le travailleur se transforme en une présence absente, définie uniquement par son nom et par son prénom, sans points d'appui ni formes d'identification et d'appartenance à la société où, malgré tout, il vit. Le travail représente alors un élément indispensable pour définir l'identité d'un individu, son degré de liberté et donc sa place dans la société et la République se charge de protéger cette valeur non seulement à l'article 1 de la Constitution (« L'Italie est une République démocratique, fondée sur le travail ») mais aussi à l'article 36 qui prévoit que « le travailleur a droit à une rétribution proportionnée à la quantité et à la qualité de son travail et suffisante en tout cas à assurer à lui-même et à sa famille une existence libre et digne ». Cependant, si aujourd'hui les institutions non seulement ne créent pas les conditions pour le respect de ces principes, mais elles favorisent même les conditions pour le précariat, une réflexion de la part de la politique sur le sens de sa fonction de représentation s'impose. Cette réflexion devrait avoir le but de réinstaurer le rapport de confiance, préconisé par la Constitution républicaine, avec les citoyens, rapport qui soit enfin basé sur l'idée que travailler veut dire, avant tout, avoir accès au travail dans des conditions d'égalité et de dignité.

Bibliographie

BONATO Giovanni, *Il lavoro atipico in Italia: evoluzione e analisi normativa*, in « Narrativa, Letteratura e azienda. Rappresentazioni letterarie dell'economia e del lavoro nell'Italia degli anni 2000 », nuova serie, n. 31-31/2010, p. 317 - 345.

CARNEVALE Franco, *Rubrica Libri e storie*, dans «Epidemiologia&Prevenzione», 6/2013, p. 411.

CONTARINI Silvia, *Raccontare l'azienda, il precariato, l'economia globalizzata. Modi, temi, figure*, in « Narrativa, Letteratura e azienda. Rappresentazioni letterarie dell'economia e del lavoro nell'Italia degli anni 2000 », nuova serie, n. 31-31/2010, p. 7 - 24.

DI TEODORO Martina, *Recension à l'ouvrage AA. VV., Lavoro, diritto e letteratura italiana*, Cacucci, Bari, 2008.La recension est disponible au lien suivant: http://www.lawandliterature.org/area/documenti/Voza%20ed.%202008%20-%20%20review.pdf.

DI VITTORIO Giuseppe, *Il programma della CGIL per la rinascita dell'Italia: discorso di chiusura al terzo congresso della CGIL*, Napoli 26 novembre – 3 dicembre 1952, Roma, CGIL, 1956.

LETTIERI Carmela, *Osservare il lavoro ancor prima di raccontarlo*, in «Narrativa.Letteratura e azienda. Rappresentazioni letterarie dell'economia e del lavoro nell'Italia degli anni 2000 », nuova serie, n. 31-31/2010, p. 101 - 113.

LUPERINI Romano, CORTELLESSA Andrea, *Dialogo sul neo-realismo*, Aetnanet, disponible sur le site http://www.aetnanet.org/scuola-news-10961.html (consulté le 28 septembre 2017)

MURGIA Michela, *Il mondo deve sapere. Romanzo tragicomico di una telefonista precaria*, Milan, ISBN Edizioni, 2010 (format ebook).

TRENTIN Bruno, interviewé dans le reportage réalisé en 2011 par le syndicat CGIL pour célébrer les 41 ans de vie du Statut des travailleurs. Le reportage est disponible à ce lien http://old.cgil.it/news/Default.aspx?ID=13817.

VALENTI Stefano, *La fabbrica del panico*, Milan, Feltrinelli, 2013.

VENEZIANI Bruno, *Letteratura e diritto del lavoro agli albori della società industriale*, in Roberto VOZA (dir.), *Lavoro, diritto e letteratura italiana*, Bari, Cacucci, 2008, p. 31 - 82.

---

1 Le Statut des travailleurs est toujours en vigueur mais il a entretemps subi des modifications très importantes qui ont affaibli les protections juridiques des travailleurs.

2
_ Stefano VALENTI, *La fabbrica del panico,* Milan, Feltrinelli, 2013.

3
_ Michela MURGIA, *Il mondo deve sapere. Romanzo tragicomico di una telefonista precaria,* Milan, ISBN Edizioni, 2010 (format ebook).

4
_ Le choix du roman de Stefano Valenti est dû au fait que dans *La fabbrica del panico* les deux réalités, avant et après l'entrée en vigueur de la loi Biagi, sont représentées. Le narrateur est en effet un jeune qui souffre de la situation de la précarité d'aujourd'hui et qui, en même temps, raconte l'expérience de travail de son père dans les usines Breda au cours des années 70. Le roman de Michela Murgia a été choisi parce qu'il s'agit d'un des premiers et des plus connus romans à avoir traité la question de la précarité des jeunes après l'entrée en vigueur de la loi Biagi. Néanmoins, il y a de nombreux auteurs qui ont traité le même sujet comme par exemple Aldo Nove, *Mi chiamo Roberta, ho 40 anni, guadagno 250 euro al mese...,* Turin, Einaudi, 2006; Ascanio Celestini, *I precari non esistono,* Rome, Fandango, 2008; Andrea Bajani, *Mi spezzo ma non m'impiego. Guida di un viaggio per lavoratori flessibili,* Turin, Einaudi, 2006; Edoardo Albinati, Filippo Timi, *Tuttalpiù muoio,* Rome, Fandago, 2006.

5
_ Bruno VENEZIANI, *Letteratura e diritto del lavoro agli albori della società industriale* in Roberto VOZA (dir.), *Lavoro, diritto e letteratura italiana,* Bari, Cacucci, 2008, p. 35.

6
_ *Ibidem.*

7
_ Au cours des années '50- début'80, le parti de centre de la Démocratie chrétienne a gouverné de manière ininterrompue. Des nombreuses lois progressistes ont été approuvées pendant cette période (non seulement le Statut des travailleurs, mais aussi la loi qui protège le droit à l'avortement (n. 194/1978), la loi qui introduit le divorce (n. 898/1970) grâce à des accords transversaux avec différentes forces politiques (notamment entre Démocratie Chrétienne, Parti Socialiste et Parti Communiste).

8
_ Giovanni BONATO, *Il lavoro atipico in Italia: evoluzione e analisi normativa* dans « Narrativa », *Letteratura e azienda. Rappresentazioni letterarie dell'economia e del lavoro nell'Italia degli anni 2000*, nuova serie, n. 31-31/2010, p. 322.

9
_ Giuseppe DI VITTORIO, *Il programma della CGIL per la rinascita dell'Italia: discorso di chiusura al terzo congresso della CGIL, Napoli 26 novembre – 3 dicembre 1952*, Roma, CGIL, 1956, p. 21.

10
__ *Ibidem.*

11
__ *Ibidem.*

12
__ Il faut préciser que le contrat à durée déterminée ne garantissait pas un emploi fixe parce que l'employer pouvait licencier le travailleur en lui donnant un préavis de licenciement et en lui payant des indemnités.

13
__ À l'époque de l'entrée en vigueur du Statut des travailleurs, le Gouvernement était régi par la Démocratie chrétienne mais le Statut a été approuvé grâce aux votes non seulement de celle-ci mais aussi du Parti socialiste, du Parti social-démocratique et du Parti républicain. Le Parti communiste s'abstint en considérant que le Statut était encore très lacunaire par rapport à la protection des droits des travailleurs.

14
__ Cette norme a été récemment modifiée par la loi numéro 183 de 2014, nommée aussi "Job's act" et approuvée par le Gouvernement Renzi. Cette modification a réduit les nombres de cas où le travailleur a droit à la « tutela reale ».

15
__ Giovanni BONATO, *op. cit.,* p. 326.

16
__ L'interview à Bruno TRENTIN est disponible à ce lien : http://old.cgil.it/news/Default.aspx?ID=13817.

17
__ Protocole du 23 juillet 1993. Le texte est disponible à ce lien : http://www.camera.it/temiap/temi16/Protocollo_23_07_1993_Concertazione.pdf

18
__ Il s'agit de l'organisation italienne qui réunit tous les industriels italiens.

19
__ Lettre "e" du point intitulé "Riattivazione del mercato del lavoro" du protocole du 23 juillet 1993.

20
__ *Ibidem,* p. 328.

21
__ Article 41 de la loi Biagi.

22
__ Article 33 de la loi Biagi.

23
__ Article 61 de la loi Biagi.

24
__ Silvia CONTARINI, *Raccontare l'azienda, il precariato, l'economia globalizzata. Modi, temi, figure*, dans

«Narrativa », *op.cit.,* p. 10.

25
__ Michela MURGIA, *op. cit.,* pos. 184.

26
__ *Ibidem,* pos. 1525 de 1849.

27
__ Stefano VALENTI, *op. cit.,* p. 32.

28[8]
__ Stefano Valenti, *La fabbrica del panico,* p. 27.

29
__ *Ibidem*, p. 19.

30
__ *Ibidem,* p. 23.

31
__ Michela MURGIA, *op. cit.,* pos. 1559.

32
__ Cfr. *Ibidem,* pos. 1536 : «Delle mille risposte possibili, potrei sparare una cazzata adeguata alla situazione, tipo che pago il peso della pressione psicologica di essere stata indicata come la donna da battere nelle ultime due riunioni motivazionali. Qualcosa di credibile come “ho la fobia del risultato per timore che possiate usarmi ancora per cazziare le altre, generando intorno a me l’ostilità delle mie colleghe” ».

33
__ *Ibidem*, pos. 67.

34
__ Cfr. *Ibidem,* pos. 1669 : « Questi poveracci, complici, semicoscienti di Billgheiz hanno un alto obiettivo prefissato, se raggiungono il quale ricevono l’incentivo prescritto. Ma – diversamente da noi – se non lo raggiungono devono subire una pubblica umiliazione, a quanto pare non simbolica ».

35
__ *Ibidem,* pos. 1648.

36
__ *Ibidem,* pos. 32.

37
__ *Ibidem,* pos. 1559.

38
__ *Ibidem,* pos. 1537.

39
__ *Ibidem,* pos. 1801 de 1849

40
__ Stefano VALENTI, *op.cit.,* p. 49.

41
__ *Ibidem,* p. 55.

42
__ *Ibidem.*

43
__ *Ibidem.*

44
__ Comme cela a été observé par Martina DI TEODORO : «la pittura diviene, al pari della letteratura, portavoce delle speranze e delle istanze dei lavoratori (persuasi dal diritto inalienabile ad un'equa valutazione del proprio lavoro, forti nel numero, inarrestabili nella marcia) e detentrice di contenuti di alto profilo etico e morale. Nell'artista vi è la consapevolezza del ruolo esemplare che assume la sua arte, come testimoniano alcuni appunti annotati in un quaderno da Pellizza da Volpedo negli anni della giovinezza, in cui si legge "il mio scopo è il bene dell'umanità, è di esprimere le verità che arridono al mio intelletto". In una lettera indirizzata all'amico Matteo Olivieri e datata 28 ottobre 1904, il pittore scrive "l'avanzarsi animato di un gruppo di lavoratori verso la sorgente luminosa simboleggiante nella mia mente tutta la grande famiglia dei figli del lavoro". Cfr. Martina DI TEODORO, Recension à l'ouvrage AA. VV., *Lavoro, diritto e letteratura italiana, op.cit.*. La recension est disponible au lien suivant: http://www.lawandliterature.org/area/documenti/Voza%20ed.%202008%20-%20%20review.pdf

45
__ Comme cela a été observé par Murgia dans la postface de son roman: « anche il precario a forza di parlarne in certi termini era diventato categoria mediatica tanto che nel partito democratico si sfiorò il ridicolo quando si pensò di far cosa di sinistra candidando persone che avevano quell'unico titolo a qualificarle. Le destre al contrario non facevano che ripetere che i lavoratori flessibili erano stati fatti oggetti di un'attenzione ideologica e del tutto sproporzionata tant'è che entrambe le parti politiche dopo le elezioni cessarono di parlarne e anche la fioritura letteraria di testi sul tema cominciò ad affievolirsi » . Cfr. Michela MURGIA, *op. cit.,* pos. 1801.

46
__ Cfr. *Ibidem,* pos.105: « mazziare per far sentire delle merde totali. Poi proporre la luna perché la voglia di riscatto ti spinga a raggiungerla ».

47
__ Carmela LETTIERI, *Osservare il lavoro ancor prima di raccontarlo,* dans *Narrativa, op. cit.,* p. 103.

48
__ Romano LUPERINI, Andrea CORTELLESSA, *Dialogo sul neo-realismo,* Aetnanet, disponible sur le site

http://www.aetnanet.org/scuola-news-10961.html (consulté le 27 mai 2017).

49[49]
___ *Ibidem*, pos. 1757.

50
___ Au sens de l'article 1 de la Constitution italienne : « L'Italia è una Repubblica democratica fondata sul lavoro ».